

MAPLE LEAF FOODS

Envoyé par courriel

M^{me} Christine Lafrance
Greffière du Comité permanent des finances
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Chère madame,

Au nom de Maple Leaf Foods, j'ai le plaisir de présenter les recommandations suivantes en vue de la préparation du budget de 2015. Maple Leaf Foods est la première entreprise canadienne de viandes emballées pour les consommateurs, dont le siège est à Toronto (Ontario). Nous confectionnons des produits alimentaires nutritifs, novateurs, délicieux et de qualité supérieure sous les plus grandes marques. Notre entreprise emploie environ 11 500 personnes au Canada et elle exporte sur plus de 20 marchés mondiaux, parmi lesquels les États-Unis et l'Asie. La réussite commerciale de Maple Leaf dépend dans une large mesure des politiques, des règlements et des programmes du gouvernement fédéral dans des secteurs clés comme la salubrité des aliments, la fiscalité, le commerce international et l'efficacité du marché du travail.

Nous tenons à formuler les recommandations qui suivent sur les thèmes de « Améliorer les régimes canadiens de taxation et de réglementation », « Optimiser le nombre et le type d'emplois pour les Canadiens » et « Assurer la sécurité et la prospérité des collectivités, notamment en soutenant les infrastructures ».

Recommandation n° 1 – Tirer parti de la déduction pour amortissement accéléré

La déduction pour amortissement accéléré (DAA) au titre de l'achat de machines et d'équipements existe depuis 2007 et doit expirer en 2015. Une mesure fiscale ciblée comme la DAA peut être un rouage important de la productivité de la main-d'œuvre dans le secteur manufacturier canadien. La DAA est un important facteur des dépenses d'immobilisations de Maple Leaf Foods, comme en témoigne la décision annoncée en octobre 2011 d'investir 560 millions \$ pour moderniser son réseau de confection de viandes préparées. Selon les données publiées par Manufacturiers et exportateurs du Canada, il semble que, en partie grâce à la DAA, la croissance moyenne de la productivité de la main-d'œuvre au Canada a atteint pratiquement le même niveau qu'aux États-Unis et un niveau supérieur à celui du Royaume-Uni et du Japon entre 2010 et 2013.

Mais dans une étude publiée en novembre 2013 par la Coalition des manufacturiers du Canada, intitulée *Capital Allowance for Manufacturing Corporation in Canada and the United States*, on apprend que le modèle traditionnel d'amortissement aux États-Unis est nettement plus avantageux pour les entreprises que le modèle d'amortissement traditionnel du Canada (30 % d'amortissement dégressif). Maple Leaf prie donc

Des gens passionnés;
passionnés par les aliments

instamment le gouvernement d'**accroître le taux d'amortissement au titre de la fabrication et des machines et des équipements de 30 à 50 % sur le solde dégressif à l'expiration de la DAA**. Cela permettra au Canada de réduire l'écart de productivité avec les États-Unis et de s'assurer que les manufacturiers canadiens, notamment les conditionneurs et les transformateurs de viandes bénéficient d'une uniformisation des règles du jeu avec leurs homologues américains.

Recommandation n° 2 – Souscrire à la « promotion de la conformité » de la salubrité des aliments et au Partenariat canadien pour la salubrité des aliments

En 2015, l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) amorcera la mise en œuvre des prescriptions découlant de la *Loi sur la salubrité des aliments au Canada*, laquelle impose une licence obligatoire, des plans de contrôle préventif, la tenue de registres et l'inspection de toutes les entreprises qui importent ou qui préparent des denrées alimentaires et des boissons (en dehors de l'alcool et des additifs alimentaires) destinés à l'exportation ou au commerce interprovincial. L'ACIA lancera également son nouveau modèle d'inspection axé sur les risques dans l'ensemble de l'industrie alimentaire. Même si ce niveau de surveillance réglementaire n'a rien de nouveau pour l'industrie des viandes, il est très important que des milliers d'entreprises canadiennes, dont beaucoup de PME parviennent à la conformité avec les nouvelles prescriptions de manière rapide et uniforme.

C'est pourquoi Maple Leaf souscrit à deux affectations budgétaires pour l'ACIA. En premier lieu, **il faut accorder 10 millions \$ à l'ACIA pour exécuter sa « stratégie de promotion de la conformité » au cours de la période 2015 à 2020**. L'investissement dans la modernisation de la réglementation sera perdu si l'ACIA ne bénéficie pas de ressources suffisantes pour dialoguer avec les protagonistes de l'industrie de toutes les tailles et dans toutes les régions géographiques pour leur expliquer les nouvelles prescriptions et leur procurer les outils qui permettront d'assurer la réalisation des attentes de l'ACIA. (Nous nous opposons farouchement à l'augmentation des frais d'utilisation pour accomplir ces activités, étant donné que les emballeurs et les transformateurs de viandes du Canada règlent déjà des droits d'inspection qui dépassent 20 millions \$ selon un barème des droits qui nuit à leur situation concurrentielle vis-à-vis de leurs homologues américains.) En deuxième lieu, nous souscrivons à une affectation de **10 millions \$ au cours des cinq prochaines années pour la nouvelle entité à but non lucratif, « La salubrité des aliments au Canada : Partenariat d'apprentissage »**. Cette initiative, prise dans le cadre d'un partenariat visionnaire entre l'industrie, le gouvernement et le milieu universitaire, établira le Canada comme un chef de file de l'élaboration de normes, de méthodes et de résultats d'apprentissage au sujet de la salubrité des aliments. En constituant des cadres d'apprentissage axés sur les compétences et en sanctionnant les programmes d'éducation et de formation sur la salubrité des aliments par rapport à ces normes, SAC donnera au Canada et aux professionnels canadiens de la salubrité des aliments une longueur d'avance au chapitre des affaires, du commerce et de la protection de la santé publique.

Recommandation n° 3 – Permettre que les exportations de viandes aient accès aux marchés mondiaux

En 2013, le Canada a exporté de la viande de bœuf et de porc dans plus de 120 pays du monde. Environ 25 % des recettes générées par les ventes de Maple Leaf proviennent des exportations. La hausse des ventes à l'exportation augmente les rendements financiers des agriculteurs, améliore les marges financières des transformateurs, multiplie les emplois pour les travailleurs et renforce l'activité économique pour tous les Canadiens. Pour avoir accès aux marchés internationaux, le Canada doit être en mesure de respecter les différentes prescriptions en matière de salubrité des aliments, de santé des animaux et d'étiquetage de ses principaux partenaires commerciaux. Cela revêt une importance toute particulière sur les nouveaux marchés qui ouvrent en vertu d'accords commerciaux, comme l'UE, et les marchés dont les normes de réglementation sont radicalement différentes, comme la Russie et la Chine. Trop souvent, pour avoir accès à un marché, les usines canadiennes doivent investir dans des modifications de leurs équipements relatives à la salubrité des aliments, établir de nouveaux protocoles d'essai et de traçabilité, changer les étiquettes sur les produits et les caisses, régler la facture des vérifications des usines par les autorités gouvernementales étrangères, etc. Maple Leaf recommande donc la création d'un **programme de 20 millions \$ échelonné sur cinq ans « Accès aux marchés des exportations de viandes canadiennes »** pour aider l'industrie de l'emballage et de la transformation des viandes du Canada à tirer entièrement parti des possibilités qu'offrent les marchés mondiaux.

Recommandation n° 4 – Stimulant pour la mobilité de la main-d'œuvre

Les transformateurs canadiens de viande comme Maple Leaf Foods se heurtent à des difficultés de main-d'œuvre colossales dans les usines de l'Ouest du Canada. Ces difficultés ont pris encore de l'ampleur depuis les récents changements apportés au Programme des travailleurs étrangers temporaires et devant l'absence de programmes d'immigration qui permettront de remédier à la pénurie de bouchers industriels dont nous avons besoin. Nous avons besoin de l'aide pressante du gouvernement pour faire face aux conséquences graves et imprévues des changements apportés à ce programme et de la « rupture » entre les politiques provinciales et fédérales en ce qui a trait à l'immigration de travailleurs moins qualifiés. Le recrutement de Canadiens est toujours notre choix de prédilection, mais nos abattoirs sont construits dans des collectivités rurales plus petites où le taux de chômage est faible et qui sont situées à une certaine distance des plus fortes concentrations de Canadiens sans travail ou sous-employés, notamment les nouveaux immigrants et d'autres groupes défavorisés. Alors que l'actuel crédit d'impôt sur le revenu au titre de la réinstallation peut être avantageux pour les Canadiens qui travaillent, il est d'une aide limitée pour ceux qui ne travaillent pas. C'est pourquoi on recommande que le gouvernement apporte une **aide financière à la réinstallation afin d'encourager les Canadiens sans emploi à déménager** des régions qui sont caractérisées par un chômage élevé chronique vers les régions où le taux de chômage est faible. En même temps, les réformes du régime d'assurance-emploi et la banque d'emplois du Canada devraient permettre aux Canadiens sans emploi d'élargir très nettement leur quête d'un emploi au-delà de leur collectivité immédiate.

Recommandation n° 5 – Financement de la déviation routière de Morrison

Notre dernière recommandation porte sur le financement d'un projet particulier d'infrastructure de transport dans le Sud de l'Ontario, à l'Ouest de Toronto. La route n° 6 entre Hamilton et Guelph est un axe de transport vital pour les marchandises et les navetteurs, puisqu'elle relie Kitchener-Waterloo-Cambridge-Guelph au Golden Horseshoe et aux postes frontaliers de Niagara. C'est un axe vital pour Maple Leaf Foods, étant donné que, une fois que notre nouvelle usine de fabrication de viandes préparées à Hamilton sera achevée, nous ajouterons une quarantaine de camions par jour sur cet axe vers notre nouveau centre de distribution de l'Est du Canada à proximité de Guelph. La sécurité et l'efficacité de cet axe sont compromises depuis plus de 30 ans en obligeant la circulation à traverser le petit village de Morrison. Une voie de contournement est attendue depuis longtemps. Pour y parvenir, nous invitons le gouvernement fédéral à assurer **le financement suffisant à même le nouveau Fonds Chantiers Canada mis à la disposition du ministère des Transports de l'Ontario** pour que ce projet « prêt à démarrer » puisse être lancé le plus rapidement possible.

Nous vous remercions de réfléchir à ces cinq recommandations. Nous nous ferons un plaisir de comparaître devant le Comité pour répondre à ses questions.

Veillez agréer mes salutations les meilleures.

Rory McAlpine
Vice-président principal, Relations avec les gouvernements et l'industrie
Maple Leaf Foods